

province de Québec ont juridiction concurrente avec eux de la cour du Banc du Roi en matière d'*Habeas Corpus* (juridiction criminelle) (Section 3228 Statuts Refondus de Québec) (Article 50 du Code de Procédure Civile);

"Considérant que la cour des causes sommaires n'est pas une cour de record (A Court of record) et que, partant, le recours par voie d'*Habeas Corpus* est resté ouvert au requérant;

"Considérant que le droit d'appel n'a pas eu pour effet d'enlever au requérant celui de demander son élargissement au moyen d'un bref d'*Habeas Corpus*;

"Considérant que la Section 1120 du Code Criminel qui a été cité de la part de la Couronne en opposition à la présente demande d'*Habeas Corpus* réfère à la personne qui est sous accusation et non pas à une personne déjà condamnée, et que, partant, la dite section ne peut s'appliquer à la présente demande pour *Habeas Corpus*;

Considérant que le premier moyen invoqué par le requérant qui a trait au fait qu'une seule condamnation a été prononcée malgré que deux offences distinctes aient été dénoncées est couverte par la Section 1005 du dit Code Criminel et que la prétention du dit requérant sur ce point est mal fondée;

"Considérant que le premier moyen invoqué par le requérant de ses conclusions quant au second moyen qu'il invoque lequel a trait au défaut de juridiction du dit juge des Sessions de la paix;

"Accorde les conclusions de la dite requête pour ce second motif seulement et en conséquence déclare nulles et de nul effet, toutes les procédures faites sur la plainte et dénonciation mentionnée ci-dessus; maintient le dit *Bref d'Habeas Corpus* et le déclare absolu;